

CANADIAN AFFAIRS

Le « Livre bleu » sur la « question du Québec en tant que pays »

Le PQ s'abstiendrait d'organiser un référendum tant que Trump serait au pouvoir.
Mais le « Livre bleu » du parti dévoile une vision détaillée de la sécession

Seth Forward

22 août 2026

En ligne :

On line : <https://www.canadianaffairs.news/2026/08/22/livre-bleu-on-the-question-of-quebec-as-a-country>



Le chef du Parti Québec Paul St-Pierre Plamondon.

Cette semaine, le parti séparatiste québécois a annoncé qu'il n'organiserait pas de référendum provincial sur l'indépendance tant que le président américain Donald Trump serait au pouvoir.

Un référendum « ne doit pas être détourné par les bouleversements de la politique américaine, ni par les pitreries d'un président imprévisible », a déclaré Paul St-Pierre Plamondon, chef du Parti québécois, dans un communiqué publié sur le site web du PQ.

Mais d'autres signes montrent que le parti prend toujours au sérieux la question de la sécession.

En juin, le Parti québécois a publié un ouvrage de 524 pages intitulé « Livre bleu », qui décrit en détail à quoi pourrait ressembler un Québec indépendant.

St-Pierre Plamondon a déclaré que cet ouvrage marquait une étape importante.

« Jamais dans l'histoire du Québec il n'y a eu de document aussi détaillé et documenté sur la question du Québec en tant que pays », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse le 23 juin, soulignant que ce document avait été rédigé en consultation avec des dizaines d'experts.

Evelyn Brie, professeur adjointe au département de science politique de l'Université de Montréal, estime que cet ouvrage permet à St-Pierre Plamondon d'anticiper les questions qui seront inévitablement soulevées lors des élections de cet automne.

« J'ai l'impression que la stratégie de [St-Pierre Plamondon] a toujours consisté à... fournir beaucoup d'informations et à le faire bien à l'avance pour éviter... que cela ne fasse dérailler sa campagne », a-t-elle déclaré.

« Je soupçonne qu'il souhaite également aborder d'autres sujets. »

En publiant le livre bleu, le PQ mobilisera également les souverainistes convaincus, tout en pouvant éventuellement faire basculer les indécis, explique Mme Brie.

« Il y a des [indécis] qui vont se mobiliser. Et ce sera là l'effet principal. »

« La question économique »

Les opposants à la sécession du Québec soutiennent depuis longtemps que le Québec ne serait pas viable économiquement en tant que pays indépendant.

« Depuis longtemps, la question économique d'un Québec indépendant constitue le principal angle d'attaque des partisans du fédéralisme canadien », indique le livre.

L'ouvrage réfute avec force cette affirmation, en faisant valoir qu'un Québec indépendant pourrait être une nation prospère, à l'instar des pays scandinaves et de certaines petites économies européennes.

« Il n'y a aucun lien entre la taille d'une population et la richesse économique d'une population », précise l'ouvrage, soulignant que la population du Québec est comparable à celle du Danemark, de la Finlande et de l'Autriche.

Le Danemark se classe régulièrement parmi les économies les plus riches au monde en termes de PIB par habitant, avec un PIB par habitant d'environ 83 000 dollars américains.

Le PIB par habitant de l'Autriche avoisine les 68 000 dollars américains, tandis que celui du Canada et de la Finlande se situe autour de 60 000 dollars américains.

S'inspirer des pays scandinaves n'a rien de nouveau, affirme Daniel Turp, professeur de droit international à l'Université de Montréal. M. Turp souligne que René Lévesque, fondateur et dirigeant de longue date du PQ, évoquait souvent les économies et les politiques scandinaves comme modèles pour un Québec indépendant.

« Il est normal de s'inspirer des pays scandinaves », a-t-il déclaré. « Les Québécois sont des sociaux-démocrates. »

Mme Brie affirme que la question n'est pas de savoir si le Québec serait viable en tant qu'État indépendant.

« Je ne pense pas que vous trouverez un seul économiste crédible, même parmi les fédéralistes, qui affirmera qu'un Québec [indépendant] n'est pas viable économiquement », a-t-elle déclaré. Les questions clés portent plutôt sur l'ampleur des répercussions que pourrait subir l'économie québécoise par rapport à celle du Canada - et sur l'intensité des difficultés que pourrait entraîner la période de transition.

Elle estime que le « livre bleu » apporte des réponses très complètes à ces questions. « Cela ressemble aux étapes logiques que l'on suivrait dans n'importe quel contexte si l'on devait créer un pays », a-t-elle déclaré.

À l'instar de la plupart des pays scandinaves, un Québec indépendant serait favorable à la mise en place de sa propre monnaie nationale et de sa propre banque centrale, indique le livre.

Il s'agit là d'un changement marqué par rapport à la position du PQ lors des référendums sur le séparatisme de 1980 et 1995, lorsque le parti s'était engagé à conserver le dollar canadien.

L'ouvrage soutient que l'économie québécoise a souffert de l'utilisation de la devise canadienne. Il fait de nombreuses références au « syndrome hollandais » — un phénomène économique dans lequel le secteur des ressources naturelles d'un pays fait grimper la valeur de sa devise au détriment d'autres secteurs orientés vers l'exportation.

« Il semble que l'injection de fonds provenant du pétrole albertain ait masqué les mauvaises performances du reste de l'économie canadienne », indique l'ouvrage. « Dans ce contexte, il est évident que le Québec a été désavantagé sur le plan économique par rapport à d'autres régions du Canada. »

L'ouvrage affirme qu'un Québec indépendant réduirait les dépenses publiques. Il prévoit des économies globales de 13 à 16 milliards de dollars grâce à la réduction de la bureaucratie liée à

la gestion d'un État plus petit, soulignant que la séparation constituerait « la plus grande opération de réduction de la bureaucratie jamais entreprise ».

L'ouvrage indique qu'un mélange d'entreprises publiques et privées, à l'image d'Hydro-Québec et de la Banque Nationale du Canada, constituerait les piliers d'une économie diversifiée.

« Non seulement le Québec dispose de tout ce dont il a besoin sur le plan économique pour devenir un pays, mais il tirerait profit de la prise de ses propres décisions. »

« La non-alignement n'est pas possible »

Un Québec indépendant devrait être capable de se défendre, précise l'ouvrage.

Actuellement, environ 20 % des Forces armées canadiennes — soit environ 20 000 militaires — sont basés au Québec. L'ensemble de ces militaires serait invité à rejoindre une armée indépendante calquée sur les modèles danois et suédois, qui comprennent des forces terrestres, aériennes et navales.

Selon cet ouvrage, le Québec négocierait la reprise du matériel militaire et d'un certain nombre de bases militaires dans le cadre d'un accord de partage de la dette avec le Canada.

La reprise du matériel militaire et des bases serait conforme à la *Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État de 1983*, affirme M. Turp.

L'ouvrage critique vivement le fait que le Canada n'ait pas respecté pendant longtemps l'objectif de dépenses militaires de l'OTAN, fixé à 2 % du PIB (objectif que le Canada a atteint pour la première fois en 2025-2026). Il affirme qu'un Québec indépendant respecterait cet objectif.

Il soutient également que « des objectifs plus clairs, une structure décisionnelle plus cohérente et une politique adaptée à ses propres intérêts stratégiques » rendraient le Québec plus efficace en matière de défense nationale que ne l'a été le Canada par le passé.

Cependant, l'ouvrage reconnaît que ni le Canada ni un Québec indépendant ne seraient en mesure de protéger leurs frontières en cas d'agression américaine.

« Ni une armée canadienne ni une armée québécoise ne pourraient empêcher, ni même freiner, une agression militaire des États-Unis », indique l'ouvrage.

Le Québec chercherait à rejoindre les alliances militaires que sont l'OTAN et le NORAD, soulignant que « le non-alignement n'est plus possible en 2025 ».

Un précédent à suivre

L'ouvrage reconnaît que devenir un État indépendant constituerait une entreprise colossale. Il prévoit un calendrier de deux ans pour ce processus, au cours duquel une constitution provisoire serait élaborée.

M. Turp se dit impressionné par l'analyse précise que fait le livre du droit international et des précédents qui s'appliqueraient en cas de séparation.

« Dans l'ensemble, c'est un ouvrage très complet », a déclaré M. Turp, qui est lui-même un partisan de longue date de la séparation.

L'ouvrage indique qu'un Québec indépendant passerait d'une monarchie constitutionnelle à une république, dont la structure serait similaire à celle de la France. En France, le chef de l'État est un président élu, et le pays élit un Premier ministre chargé d'assumer des fonctions protocolaires.

Le « livre bleu » ne contient pas encore de chapitre consacré aux relations avec les peuples autochtones, mais le PQ affirme que les droits des Premières Nations et des Inuits seraient protégés. Le parti a promis de publier ce chapitre à la fin de l'été, après avoir consulté les communautés des Premières Nations et des Inuits.

Mme Brie estime que le PQ aura fort à faire pour rallier les Premières Nations à son projet d'indépendance.

« Si l'on examine les résultats du référendum de 1995, environ 95 à 96 % des Premières Nations ont voté contre l'indépendance », a-t-elle déclaré.

« Je pense que, de manière réaliste, cette population n'est pas susceptible de se prononcer en faveur du "oui" lors d'un référendum aujourd'hui. »

L'ouvrage promet également de protéger une autre minorité : les anglophones. Actuellement, environ 17 % de la population québécoise est de langue maternelle anglaise — un groupe qui s'est historiquement opposé à la sécession.

« L'indépendance du Québec n'a jamais été et ne sera jamais un projet de "vengeance" à l'encontre de la minorité anglophone », affirme l'ouvrage, précisant que le Québec protégerait les droits liés à la langue anglaise dans les écoles publiques, les hôpitaux et les tribunaux.

Les citoyens québécois continueraient également à détenir à la fois un passeport canadien et un passeport québécois, la citoyenneté québécoise s'acquérant par la naissance, la naturalisation et l'ascendance.

Un Québec indépendant chercherait à entretenir des relations solides avec le Canada, précise le livre, et négocierait un traité régissant la libre circulation des biens et des services.

Il cite comme modèle à suivre le Traité d'Helsinki de 1962 [créant le Conseil nordique], signé par les pays scandinaves pour promouvoir la coopération économique. Il précise que ce modèle serait préférable au système de gouvernance de l'Union européenne.

« Le Québec n'a pas besoin de mettre en place des institutions communes complexes avec le reste du Canada pour accéder à l'indépendance », indique l'ouvrage.

Tout en reconnaissant que la séparation ne serait pas aisée, l'ouvrage souligne qu'une sécession pacifique est possible. Il cite la division pacifique de la Tchécoslovaquie en deux pays indépendants, la Tchéquie et la Slovaquie, en 1993, comme feuille de route pour la séparation.

« Il existe un nombre intéressant de précédents récents que le Québec et le Canada vont suivre », a déclaré Turp.

L'ouvrage soutient également que la séparation est indispensable.

Les sociétés canadienne et québécoise sont « fondamentalement incompatibles », affirme le livre, citant des différences en matière de langue, de culture et de laïcité.

« Ces deux conceptions de la nation ne sont pas seulement différentes, elles sont irréconciliables, ce qui place le Québec dans une tension perpétuelle qui menace sa cohésion sociale. »

Pour M. Turp, la position claire et cohérente du parti sur l'indépendance est rafraîchissante.

« C'est faire preuve d'honnêteté, c'est rester cohérent avec ce que le PQ a toujours affirmé. »